

1939-1945: le SR suisse et la menace allemande

Col Hervé de Weck

Il s'avère toujours difficile de déterminer l'efficacité d'un service de renseignements et le SR suisse, dirigé par le colonel brigadier Roger Masson, ne fait pas exception à la règle. Christian Rossé, dans son mémoire de licence mis au point à l'Université de Neuchâtel sous la direction du professeur Philippe Marguerat, donne une réponse aussi claire que possible à cette difficile question en s'appuyant sur le fonds du Service de renseignements déposé aux archives fédérales à Berne.

Il vient de publier une version complétée de son travail aux éditions Lavauzelle à Paris, dans une collection dirigée par le professeur Robert Belot de l'Université de Belfort-Montbéliard¹. Il évoque les forces et les faiblesses du Service de renseignements suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est là son grand mérite... A la fin de chaque chapitre, on trouve de nombreux extraits d'analyses et d'appréciations de situation du SR.

Comme le commandement militaire suisse doit trouver un difficile équilibre entre les besoins de l'économie et ceux de la défense, il attend du SR qu'il le prévienne assez tôt des risques d'attaque, afin de réagir et de mobiliser les forces nécessaires.

Celui-ci recourt à deux méthodes, celle de l'*école des possibilités*, de tradition française, et celle de l'*école des intentions*, de tradition allemande. La première évalue les possibilités d'une invasion à partir des informations fournies par un vaste réseau d'agents sur l'emplacement et le dispositif des forces potentiellement hostiles. La connaissance de l'ordre de bataille allemand, avec un intérêt particulier pour les réserves, est une des tâches du SR, base d'une bonne appréciation de la situation. La méthode donne à Masson et à ses collaborateurs une image assez exacte des dispositifs et des mouvements militaires allemands mais elle a ses limites.

La guerre de mouvement pratiquée par la *Wehrmacht* n'exige pas de concentrations à proximité des frontières du pays visé, à quoi s'ajoute le caractère imprévisible des décisions d'Hitler. Dès le début de la guerre, Masson met en évidence que les préparatifs d'une opération contre la Suisse pourraient n'être pas perçus par le SR. Observer attentivement une zone de 100-200 kilomètres au-delà de la frontière ne suffit pas, car le dispositif allemand du moment ne révèle pas forcément les intentions de l'*Oberkommando der Wehrmacht*. C'est un *facteur de méfiance*. Ainsi au printemps 1944, une concentration de 20-30 divisions à proximité de la Suisse de formations, vraisemblablement destinées à faire face à un débarquement allié. Il s'agit donc de prêter attention aux intentions allemandes que peuvent dévoiler des sources – entre autres la fameuse ligne «Viking» - branchées sur le plus haut niveau des autorités politico-militaire du *Reich*.

Le SR emploie 9 officiers avant la guerre, 28 en septembre 1939, 48 cadres en juin 1940. L'effectif des sous-officiers et des soldats passe de 1, avant la guerre, à 19 en septembre 1939 et à 48 en mai 1940. Des auxiliaires appartenant au Service complémentaire masculin et féminin forment l'essentiel du personnel engagé pour atteindre une capacité de travail

¹ Rossé, Christian: *Le Service de renseignements suisse face à la menace allemande. 1939-1945*. Préface de Philippe Marguerat. Panazol et Neuchâtel, Lavauzelle et Alphil, Collection «Renseignement, histoire et géopolitique», 2006. 306 pp.

suffisante. Ces chiffres, qui concernent le personnel soldé ou salarié, ne prennent pas en compte les agents qui auraient été 1500 pour l'ensemble de la guerre. En 1945, le chef de la Section «Alliés» déplore que les crédits alloués au SR aient été beaucoup trop limités et que l'économie a été «poussée jusqu'au ridicule».

Dépenses secrètes du SR suisse

Année	Crédit (CHF)	Augmentation
1938	47942.--	
1939	189987.--	296%
1940	286449.--	51%
1941	299724.--	5%
1942	349929.--	17%
1943	588630.--	68%
1944	748382.--	27%

Des faiblesses du SR suisse

La vision de Masson et de ses collaborateurs se révèle étroite lorsqu'elle sort des domaines militaire et politique. Ils peinent à percevoir le champ économique, pourtant crucial, et le rôle du franc suisse, convaincus qu'ils sont que l'Allemagne pourrait envahir la Suisse pour mettre la main sur l'or de la Banque nationale, alors qu'elle a besoin de francs suisses, et non d'or. Par bonheur, les autorités politiques, conscientes de cette réalité, ne font pas une confiance aveugle aux renseignements fournis par les militaires.

Le 21 avril 1943, un rapport du major EMG Bernard Barbey, chef de l'état-major personnel du Général, met en évidence des lacunes chez Roger Masson. Il est souvent absent (il s'agit souvent des conséquences d'un constant surmenage et de problèmes cardiaques), il entretient des contacts discutables et ne prend pas assez influence sur ses subordonnés qui forment des clans au sein du SR. Trop attaché à des «questions d'ordre politique», il ne s'intéresse pas assez au renseignement militaire. Il s'avère pourtant que, malgré ces ombres, Roger Masson fait preuve de bonnes qualités au niveau de l'organisation, de l'analyse et de la synthèse, et que son service, malgré la faiblesse de ses moyens, fournit des renseignements de bonne qualité.

Alors qu'après 1945, les pays vainqueurs rendent hommage à leurs agents de renseignement, la Suisse passe sous silence le travail effectué par les siens, et chaque centime de dédommagement est compté. Des agents qui avaient été *rétribués* par le droit de faire de la contrebande (ce qui était également une bonne couverture en cas de capture) sont arrêtés par les Douanes suisses dès la fin des opérations à la frontière Ouest du pays. Même le colonel brigadier Roger Masson doit répondre de ses activités devant un juge d'instruction. L'attitude envers les collaborateurs suisses ou étrangers du SR, soldés ou bénévoles, apparaît comme un chapitre sombre de l'histoire de la Suisse dans la période de la Seconde Guerre mondiale.

Les sources, fiabilité de la ligne «Viking»

L'estimation de la menace allemande résulte d'un *calcul de probabilité*. La prise en compte de *facteurs de crainte* et de *confiance* dans les appréciations de situation ne sert pas seulement à découvrir de nouvelles possibilités ennemies et à éliminer les hypothèses obsolètes. Elle permet de resserrer le faisceau des probabilités aussi près que possible des intentions, mais elle postule des contacts, directs ou indirects avec les sphères du pouvoir du *Reich*.

La Centrale de collecte de renseignements travaille avec des agents et des hommes de confiance, observe les frontières et le trafic qui continue malgré la situation de guerre, interroge les déserteurs et les internés, exploite la presse allemande. Elle répertorie et trie les rapports et les informations avant de les remettre à ceux qui sont chargés de les analyser et de les diffuser à qui de droit. Hans Hausamann, qui se trouve à la tête d'un organe de recherche indépendant, apparaît comme enclin aux intrigues et pas toujours d'une exactitude ou d'une objectivité rigoureuses dans ses rapports. Le major Barbey le voit «à la limite du déséquilibre mental».

Le SR suisse est également bien informé parce qu'il collabore avec les résistants et les services alliés (*Office of Strategic Services* américain, *Intelligence Service* britannique, réseaux français Gilbert et Kléber) qui ont fait de la Suisse une plaque tournante de leurs réseaux. Les informations convergent de toute l'Europe vers les ambassades établies en Suisse où elles sont transmises, via leurs émetteurs, vers Washington, Londres ou Moscou. Le SR de Masson, qui pratique des relations de «donnant-donnant», reçoit des informations qui intéressent la défense nationale suisse. Il organise le passage d'agents et de documents venus de l'étranger et laisse ces services étrangers vaquer en toute impunité à leurs activités sur territoire suisse. Durant toute la guerre, le SR manifeste un *net penchant* pour les Alliés mais réprime sévèrement les activités des services allemands...

C'est toujours Roger Masson ou son remplaçant, Werner Müller, qui signe les rapports du SR, sans forcément les avoir rédigés ou être à l'origine de telle réflexion, raisonnement ou hypothèse. Quoi qu'il en soit, ces deux officiers accordent une grande valeur dissuasive à des effectifs suffisants sous les armes, un *facteur de confiance* important. Ils poussent donc régulièrement à des renforcements des mesures de défense, ce qui n'est toujours du goût des autorités politiques qui souhaitent un effort militaire minimum, qui ne pénalise pas trop l'économie.

En septembre 1939, le SR estime qu'une opération contre la Suisse serait bien plus économique qu'une invasion de la Belgique, la première nécessitant 15 divisions, la seconde 22-25 Grandes Unités. C'est la vision française qui est relayée par les services de Masson.

Dans quelle mesure, la ligne «Viking» branchée au plus haut niveau du commandement allemand, est-elle fiable? Son origine, son organisation et les motivations des gens qui l'alimentent restent toujours mystérieuses. On connaît deux contacts, Hans Wilhelm von Tümpling, un banquier, et le *Freiherr* Friedrich von Tümpling. Leur appartenance à la noblesse allemande laisse supposer des contacts avec des officiers de la *Wehrmacht* et, peut-être avec l'*Orchestre noir* (*Schwarze Kapelle*), réseau de résistance au nazisme, créé par des nobles prussiens.

Quoi qu'il en soit, la ligne donne avec exactitude les dates d'invasion de la Scandinavie et de la France, mais elle ne *sonne* pas en juin 1940, au moment où le risque d'invasion est le plus élevé comme l'a montré Klaus Urner dans «*Il faut encore avaler la Suisse. Les plans d'invasion d'Hitler*»². En revanche, elle retentit entre novembre 1942 et mars 1943, alors que la question «Suisse» n'est pas à l'ordre du jour à Berlin. Serait-elle un leurre manipulé par les Allemands? En effet, ces bruits correspondent à une situation de grande tension dans les négociations économiques entre l'Allemagne et la Suisse.

² Genève, Georg, 1996.

Dès août 1943, le SR met le doigt sur une lacune de la stratégie du Réduit national, basé sur un repli massif de l'armée dans la zone alpine. Elle laisse la voie libre aux forces allemandes qui se saisiraient d'un couloir de transit sur le Plateau, pour retirer l'équivalent d'une armée de France, afin d'éviter son encerclement à la suite d'un débarquement allié au nord et au sud de l'Hexagone. La *Wehrmacht* pourrait également chercher une solution par la Suisse pour évacuer ses troupes combattant en Italie.

Christian Rossé a eu le courage de s'attaquer à un domaine délicat, le travail d'un service de renseignements où les archives ne révèlent qu'une partie des activités. En effet, les papiers sont systématiquement expurgés, les affaires sensibles font l'objet de discussions qui ne sont pas protocolées, d'ordres qui restent oraux. Il exploite intelligemment le fonds du Service de renseignements aux Archives fédérales à Berne, ce qui lui permet de mettre en évidence l'écart qui existe toujours entre la réalité politico-stratégique et les appréciations du SR. Dans la foulée, il éclaire plusieurs zones restées dans l'ombre jusqu'à aujourd'hui.

H.W.